

CAMPAGNE ÉLECTORALE À ORAN

En attendant les six candidats, aucun signe de campagne

Hier, les 26 communes et les 9 daïras que compte la wilaya d'Oran étaient prêtes à accueillir les six candidats en course pour les présidentielles du 17 avril. En l'absence de meetings et d'affichage, trop tôt pour être placardé, aucun signe ne montre que la campagne est entamée pour durer 21 jours.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Au premier jour de la campagne, les Oranais vaquaient à leurs occupations quotidiennes, même si pour une grande majorité l'enjeu est de taille, il s'agit d'un tournant décisif que va entamer l'Algérie. L'idée que les jeux sont déjà faits semble quelque peu prendre le dessus et ajoute à l'indifférence affichée par les

Oranais envers ces élections. En attendant le lancement concret de la campagne électorale par les meetings des cinq candidats et les représentants du sixième, qui est dans l'incapacité de mener campagne lui-même vu ses soucis de santé, nous avons tenté de savoir lequel parmi les six est le plus connu chez l'électorat Oranais. Sans surprise aucune, le président sortant

est le premier évoqué, seulement les citoyens interrogés ont tous conscience qu'il ne fera pas campagne en raison de sa maladie et semblent sceptiques quant à le voir animer au moins un meeting pour convaincre. Le second que semblent connaître nos interlocuteurs est Ali Benflis. «Lui, semble avoir des appuis et ne se serait pas représenter s'il n'avait pas une bonne base derrière lui», nous dira un chauffeur de taxi.

Puis vient Louisa Hanoune, qui est pour certains, l'inévitable candidate à l'élection présidentielle, elle a toujours son mot à dire, nous dit-on. Interrogés sur les

deux autres candidats Moussa Touati et Faouzi Rebaïne, nos interlocuteurs diront : «Oui on en a entendu parler mais on ne les connaît pas bien». Quant au dernier candidat, le plus jeune de tous, il est certes le moins connu mais demeure celui qu'on désigne par le plus jeune candidat.

La culture de la campagne ne semble pas être coutumière chez les Oranais, du moins pour une grande majorité, qui se contente d'attendre le jour J pour se décider, sinon boycotter, non pas pour le boycott en lui-même mais tout simplement par conviction que depuis des lustres, ce n'est pas le peuple algérien qui élit ses prési-

dents, mais un groupe au pouvoir. Seule particularité de notre petit sondage, les jeunes, eux par contre, ont leur mot à dire et s'investissent dans cette élection. «Fini le temps de l'indifférence, nous sommes l'avenir et nous devons assister aux meetings des candidats et voir ce qu'ils ont à nous proposer, s'ils nous impliquent dans leurs programmes. Nous devons peser par notre avis», un avis commun entre une dizaine de jeunes étudiants rencontrés en marge d'une exposition. La campagne démarre donc discrètement mais le débat reste bien animé.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Crédit Rfig et Tahadi, des milliards débloqués et une faible consommation

La Badr a gelé les crédits au profit des exploitants agricoles du dispositif EAI jusqu'à confirmation de la forme juridique de la concession de terres agricoles.

Que ce soit pour le crédit Rfig ou celui de Tahadi, des fellahs détenteurs d'un titre de concession attendent la levée du gel pour des prêts bancaires de la Badr. Quelque 689 fellahs dont 452 pour le Rfig et 237 pour Tahadi sont, pour la majorité, dans l'expectative, contraints de

renoncer pour le moment à la fructification de leurs terres agricoles. D'un autre côté, la Badr a débloqué 1 455 millions DA pour le crédit Tahadi dont 560 millions DA ont été consommés par les fellahs et 170 millions DA pour celui de Rfig dont 79 millions DA consommés avant que l'opération ne connaisse subitement un gel.

Les sommes débloquées par la Badr attendent dans les caisses de la banque et les exploitants agricoles scrutent avec inquiétude l'horizon en vue d'un déblocage pour faire démarrer leurs exploitations. Pour les fellahs détenteurs d'un

titre de concession EAC qui se sont rapprochés de la Badr, pour prétendre à un prêt, la décision d'un gel leur a été signifiée alors que d'autres agences dans certaines localités ont exigé que les autres bénéficiaires de la même exploitation qui a été divisée, hypothèquent leurs parcelles au profit d'un des prétendants à un prêt. Demande aberrante, s'indignent-ils. Qui acceptera de gager sa parcelle pour qu'un autre puisse bénéficier d'un prêt ? Une question en attente et des exploitations à l'arrêt.

A. M.

RELIZANE

La cité des 500 logements de Sid-El-Hadj attend le gaz

Les habitants de la cité sociale des 500 logements, située au niveau de la cité Sid-El-Hadj, relevant administrativement de la commune de Bendaoued, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de Relizane, s'insurgent contre le non-raccordement de leurs logements au réseau de gaz naturel.

Les locataires avec lesquels nous nous sommes entretenus nous ont affirmé qu'en dépit de la réception de leurs logements en 2008, le raccordement au réseau de gaz naturel tarde à venir. Une situation

qui pénalise lourdement les habitants de ladite cité qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Nos interlocuteurs affirment que leur calvaire se poursuit malgré leurs nombreuses démarches auprès des services de l'OPGI et de la Direction de l'industrie et des mines, où chacun jette la balle à la Société de dis-

tribution de l'énergie électrique de l'Ouest «SDO» de la wilaya de Relizane. Face à «ce cafouillage» qui a trop duré, les locataires de cette cité lancent un appel à qui de droit pour la prise en charge de leurs doléances, à savoir le raccordement au réseau de gaz naturel.

A. Rahmane

À quand une opération de nettoyage de nos cimetières ?

«Même les morts ne sont pas respectés. Où sont les services communaux chargés de l'entretien des cimetières ?»

Cette phrase lourde de signification a été prononcée par un des visiteurs venu se recueillir sur les tombes de sa famille, complètement ensevelies sous les herbes et piétinées par des troupeaux de moutons et de vaches au cimetière des martyrs de Sidi-Kadar, réputé pourtant être le cimetière le plus gardé et le mieux entretenu. Mais force est de constater que deux pans de la façade du mur de protection ont été endommagés, laissant ainsi libre passage à toute bête et autres intrus. Des citoyens ont également ajouté que ces

lieux sont même fréquentés par des alcooliques et des couples. Les mêmes images désolantes se répètent au cimetière de Sidi-Abdelhadi, implanté à quelques centaines de mètres du cimetière de Kedadra. Là aussi, des citoyens habitant les environs parlent de bergers qui ramènent leurs troupeaux dans le cimetière.

On s'interroge alors par où passent ces bêtes alors que les lieux sont clôturés ? Au cimetière de Blaïd, le plus vieux de la ville, un mur démolí par un engin n'a pas encore été reconstruit. Pis encore, ce lieu est devenu un dépôt avec toutes sortes de rejets ménagers et bouteilles d'alcool, jetés par des mains insouciantes et inconscientes.

A. R.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les habitants de M'saïd demandent un quota supplémentaire de logements ruraux

Plusieurs citoyens de la localité de M'saïd rattachée administrativement à la daïra d'El-Amria, ont demandé aux autorités locales de leur attribuer un quota supplémentaire de logements ruraux.

Selon un élu de cette commune, Chenafa Aziz, premier vice-président d'APC : «Les citoyens dont la quasi-totalité sont des jeunes, vivent avec leurs familles nombreuses. Plusieurs d'entre eux ne peuvent se marier et fonder un foyer en raison du problème de logement.»

La commune de M'saïd, qui est à vocation agricole et touristique en raison de l'existence de la plage de Sbiaât, un site appelé à devenir un pôle touristique dans la wilaya de Aïn-Témouchent, a bénéficié récemment de quelques projets pour le développement local tels celui des 56 logements ruraux qui sont achevés, l'aménagement des boulevards Hachelaf et Kouridet-Saïd, ainsi que des projets en perspective à l'égard du groupe scolaire (6 classes), d'un lycée et un centre de santé. Cependant, en matière de logements, le problème reste crucial, raison pour laquelle les citoyens de cette localité interpellent leurs responsables locaux pour un quota supplémentaire de ce type de logements pour résorber ce problème.

Mise en terre de 1 700 arbustes à Aïn-El-Arba

Les services des forêts en collaboration avec ceux de la douane et de la Protection civile de Aïn-Témouchent ont planté, vendredi dernier, pas moins de 1 700 arbustes sur une superficie de 115 hectares au niveau de la forêt Moulay-Abdelkader de la ville de Aïn-El-Arba. L'opération qui entre dans le cadre de l'Algérie verte avait commencé au début du mois de janvier pour s'étaler sur les six années à venir et durant lesquelles, plus d'un million d'arbustes seront mis en terre à travers tout le territoire de la wilaya de Aïn-Témouchent.

L'opération a suscité une grande satisfaction parmi la population de Aïn-El-Arba qui voit, en sa forêt, un lieu attractif très convoité quotidiennement par des dizaines de touristes venant de tous les coins de l'ouest du pays.

A signaler que cette opération de reboisement va continuer à travers les sites de la commune et même à travers le territoire la wilaya. La prochaine campagne concernera la montagne Sourag de la même ville de Aïn-El-Arba, 15 000 arbustes seront ainsi mis en terre par les services en charge de cette opération.

S. B.

Le logement rural connaît un franc succès à Aïn Rahma

Le logement rural dans la commune d'Aïn Rahma connaît un franc succès, depuis le lancement, par les pouvoirs publics, de la formule d'habitat appelée «le rural».

Selon l'APC, ils sont quelque 620 ménages, en tout, qui ont bénéficié de cette aide depuis son entrée en vigueur.

Le caractère de la municipalité d'Aïn Rahma est typiquement rural d'où d'ailleurs, ce chiffre important de logements dont certains sont achevés, d'autres en cours de réalisation. La disponibilité des assiettes foncières, relevant du domaine privé, a été le catalyseur de ce projet.

Par ailleurs, dans le secteur du logement social, ce n'est pas encore «l'envolée» puisque les autorités locales n'ont attribué que quelque 30 logements sociaux l'an dernier, au lieu dit Chebira, apprend-on auprès de l'APC. Toutefois, la demande du logement social demeure toujours élevée.

Les autorités communales s'attellent à éradiquer l'habitat précaire dans la commune, à l'instar du bidonville sis à la sortie sud du chef-lieu communal, à proximité de la passerelle.

A. R.